

Salaires, postes...

« Moins, c'est plus »...

Que d'annonces, en cette première année de quinquennat, sur la revalorisation du travail, l'amélioration du pouvoir d'achat...

Oups ! fausse note : le PPCR, certes perfectible, mais qui a le mérite d'améliorer les salaires des enseignants par une augmentation de la valeur du point d'indice, et du nombre de points d'indice pour chaque échelon, a été immédiatement remis en cause par le gouvernement Macron.

Les enseignants ne sont pas assez payés. La preuve : les difficultés rencontrées pour recruter des bac + 5 qui acceptent de commencer leur carrière à 1450€/mois. La solution du gouvernement : payer plus ? Non : recruter à moindre qualification pour le même prix ! Les projets : pré-recruter les enseignants (écrit du concours en fin de licence et oral en master 1), et utiliser des Assistants d'Éducation intéressés par une carrière dans l'enseignement pour faire classe

quelques heures par semaine (alors même que les établissements souffrent du manque d'AED pour les nombreuses tâches liées à la vie scolaire !). De plus, la volonté affichée de recruter davantage de contractuels montre le mépris du gouvernement pour ceux-ci : « pas assez bons » pour être recrutés au concours, mais assez pour enseigner à moindre coût !

**2600 postes
supprimés ;
hausse des HS
obligatoires**

**Suppressions de postes :
le retour !**

Par ailleurs, les dernières annonces du ministre - suppression de 2600 postes et hausse des heures supplémentaires obligatoires - sont très inquiétantes (mais peu surprenantes). Elles

augurent une nouvelle dégradation des conditions de travail, et réinventent le « travailler plus pour gagner plus »... alors même que les enseignants travaillent déjà plus de 42h / semaine en moyenne.

Ne laissons pas le gouvernement dégrader nos conditions de travail et nos salaires, revendiquons l'augmentation des salaires pour tous, sans le recours aux heures supplémentaires imposées ! ■

Sarah Chaudesaigues